

Production de lait de vache en Pays de la Loire

Prospective à l'horizon 2030



**aGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

TERRES d'**a**VENIR



Cette étude a été réalisée par Eliane MORET, chargée d'études au Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture, avec l'appui d'un Comité de Pilotage professionnel réunissant des représentants de la filière (éleveurs, transformateurs, Interprofession) complétée par des entretiens auprès des référents lait de la Chambre d'agriculture et des organismes d'élevage (Idele, Seenovia).



5 Introduction

6 Filière et contexte de marché

6 Une filière laitière ligérienne dynamique

8 Un marché toujours porteur, avec une concurrence croissante

11 Les scénarios à l'horizon 2030

11 Quatre scénarios de contexte

12 Impact des scénarios sur la demande et sur l'offre ligérienne

19 Les principaux enseignements des scénarios

21 Conclusion : Les enjeux pour l'élevage laitier ligérien

22 Annexe 1 : Méthodologie d'une étude prospective

23 Annexe 2 : Les facteurs clés de contexte

26 Annexe 3 : Résultats du scénario tendanciel par département



Le contexte laitier a fortement évolué depuis l'assouplissement progressif des quotas à partir de 2007 jusqu'à leur suppression définitive en mars 2015. Confrontée à une concurrence accrue au sein de l'Union européenne, la France a perdu des parts de marché, et la production s'est restructurée sur le territoire. Notre région a amélioré sa position entre 2007 et 2015, mais elle est confrontée à un plafonnement des volumes sur la période récente, et à des inquiétudes en matière de renouvellement des actifs.

Face à ces évolutions, un éclairage sur les évolutions possibles dans les dix années à venir est nécessaire pour définir les grandes orientations professionnelles. Deux questions ont été posées dans cette étude :

- Quels scénarios possibles au niveau du contexte et des marchés à l'horizon 2030 ?
- Quels impacts sur la production et les élevages ligériens ?

La finalité de ces travaux est de servir d'aide à la réflexion stratégique sur le positionnement laitier de notre région.

Le champ retenu pour l'étude est celui des élevages détenant plus de vingt vaches laitières. **La méthode suivie a été produite par le CNAM : elle est présentée en annexe 1.**

Elle est basée sur l'identification des facteurs clés d'évolution de la filière, au niveau du contexte, de l'offre et de la demande, puis sur la formulation d'hypothèses contrastées pour chacun des facteurs. A partir de ces hypothèses, sont élaborés et quantifiés des scénarios d'évolution du besoin de production (demande) et de l'offre régionale (évolution de la production et des élevages).



Une filière laitière ligérienne dynamique

Un poids important dans l'économie régionale

Près de 15 000 actifs (chefs d'exploitations et salariés) travaillent sur les exploitations laitières, auxquels s'ajoutent 6 700 emplois dans la transformation et de nombreux emplois en amont et en aval.

La région produit et transforme beaucoup plus de lait qu'elle n'en consomme. Elle couvre l'équivalent de 3,5 fois ses besoins, si bien qu'une grande partie des produits laitiers est vendue hors région et à l'export (qui représente 17 % du chiffre d'affaires de l'industrie laitière régionale, selon les données INSEE-CLAP). Les entreprises de transformation présentes en Pays de la Loire se différencient sur le marché par des politiques de marques fortes et par des innovations produits. La production biologique est en forte augmentation : elle représente aujourd'hui plus de 6 % des livraisons régionales. De nouveaux signes de différenciation privée se développent également, principalement centrés sur les modes de production (lait de pâturage, sans OGM), ainsi que des produits équitables (avec une meilleure rémunération pour les producteurs).

Production laitière en 2020

- Livraisons: 3,8 milliards de litres soit 16 % des livraisons nationales,
- 3^{ème} rang français derrière la Bretagne (23 %) au coude à coude avec la Normandie,
- 25 % du chiffre d'affaires de l'agriculture régionale (hors subventions),
- Lait biologique: 6,1 % des livraisons régionales.

Elevages et actifs en 2020

- 6 900 élevages laitiers (détenant plus de vingt vaches) dont 700 livreurs de lait biologique,
- 15 000 actifs sur les exploitations (exploitants et salariés, en équivalents temps plein),
- Une dimension laitière moyenne de 547 000 litres par point de collecte.

Des livraisons en progression de 10 % sur dix ans, mais un repli de près de 30 % du nombre d'élevages

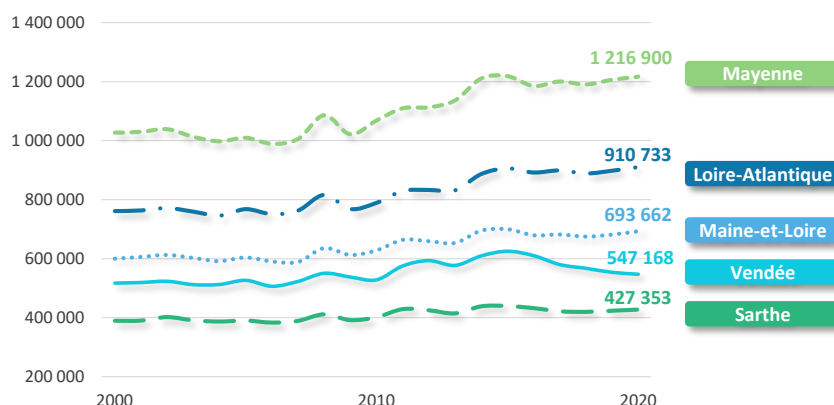
La région des Pays de la Loire compte 6 900 élevages laitiers détenant plus de vingt vaches laitières. Avec un taux de renouvellement moyen d'une installation (avec ou sans aides) pour deux départs, le nombre d'élevages s'est réduit de près de 30 % depuis 2010.

Les livraisons régionales ont connu une forte progression après 2007, date d'assouplissement des quotas laitiers, et la région a gagné des parts de marché jusqu'en 2015. Par la suite, les volumes ont plafonné, tout comme au plan national, en lien avec une demande ralentie et une concurrence accrue sur les marchés.

Parallèlement, le profil des élevages a évolué, avec un fort développement des formes sociétaires qui représentent aujourd'hui 90 % des élevages laitiers détenant plus de vingt vaches laitières, et 90 % des installations aidées.

La livraison moyenne est de 547 000 litres par point de collecte en 2020 (contre 340 000 litres dix ans auparavant). Cette augmentation a été permise par la saturation des outils en place et/ou par de nouveaux investissements.

Evolution des livraisons laitières par département en Pays de la Loire (en milliers de litres)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

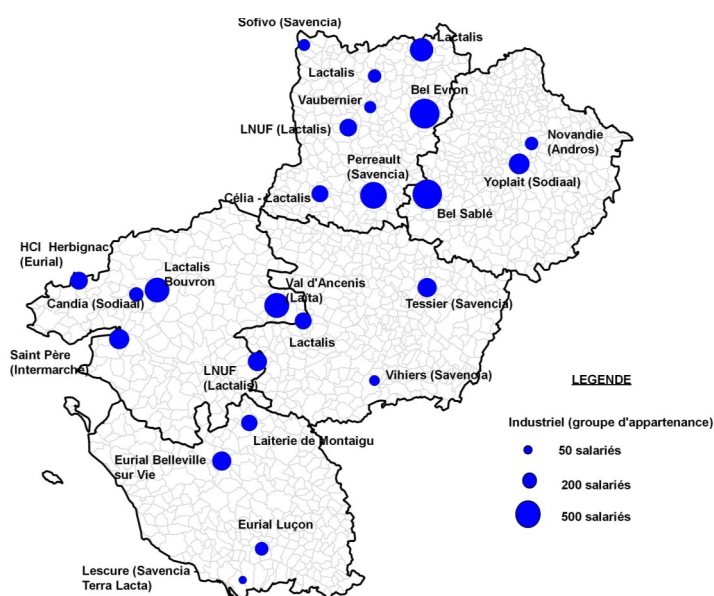
Source : Agreste

Géographiquement, la production s'est encore densifiée dans le nord-ouest de la région. C'est en Mayenne et en Loire-Atlantique que les livraisons ont le plus fortement progressé au cours des dix dernières années.

Un tissu dense d'entreprises de transformation

La transformation laitière régionale emploie 6 700 salariés. Ce nombre est resté stable au cours des dix dernières années, car les entreprises ont investi et innové pour développer de nouveaux produits (fromages, mozzarella et lait infantile en particulier). Elles ont également accru leurs exportations, en particulier vers les Pays tiers.

Les entreprises de transformation laitière de plus de 50 salariés en Pays de la Loire



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : CCI

La région compte des groupes laitiers de dimension européenne et internationale (Lactalis, Bel, Savencia, Sodiaal, Eural) qui côtoient des PME (Laiteries St Père, Vaubernier, Montaigu, Novandie...). Les groupes privés sont plus présents qu'à l'échelle française.

Une forte orientation fromagère, qui s'est renforcée après 2007

Depuis 2007, la région des Pays de la Loire a renforcé son positionnement dans le secteur des fromages (première région française ; un tiers de la production d'emmental), de la poudre de lactosérum et du lait en poudre, suivis par les produits frais. Le secteur fromager concentre aujourd'hui les deux tiers des salariés et du chiffre d'affaires de l'industrie laitière régionale. En revanche, la contribution ligérienne aux fabrications nationales de lait liquide, de crème et de beurre est moindre, et tend à diminuer.

Un marché toujours porteur, avec une concurrence croissante

Des échanges mondiaux en progression, mais sur un rythme ralenti à moyen terme

Depuis le milieu des années 2000, les débouchés mondiaux sont en pleine expansion, avec une croissance de la demande de l'ordre de 2 % par an en moyenne. Cette progression n'est toutefois pas linéaire, comme l'a montré la crise de 2009 (scandale sanitaire en Chine), puis le ralentissement des achats en 2015-16.

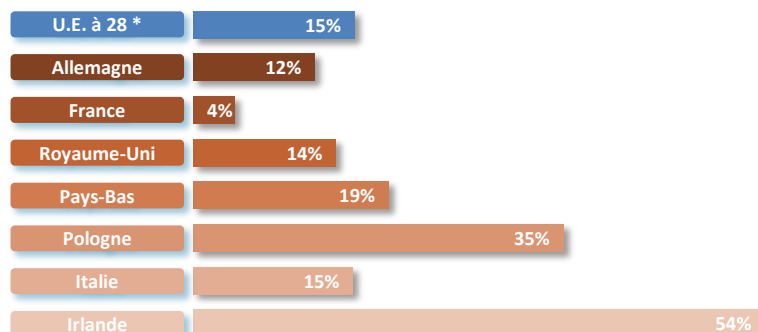
Les fluctuations de la demande sont à l'origine d'une forte volatilité des prix mondiaux, qui touche également l'Union européenne, en raison de la réduction progressive des mécanismes régulateurs du marché.

A ce jour, les échanges laitiers mondiaux représentent 10 % de la production. **A l'horizon 2030**, la FAO estime qu'ils poursuivront leur croissance sur un rythme ralenti (+0,9 million de tonnes par an contre 2,1 millions de tonnes au cours des dix années antérieures) car un certain nombre de pays améliorent leur autosuffisance.

La France a perdu du poids sur le marché européen depuis 2015

Depuis la suppression des quotas laitiers, l'Union européenne assure avec la Nouvelle-Zélande et les USA, l'essentiel du surplus des échanges mondiaux. Deuxième exportateur mondial derrière la Nouvelle-Zélande, elle a connu une envolée de sa production après 2009.

Evolution de la collecte 2019/10 chez les principaux producteurs européens



* U.E. à 28 même pour les années antérieures à 2013 ; estimations pour 2010

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Eurostat - CNIEL

Au sein de l'Union européenne, la France a par contre perdu du poids, essentiellement après 2015. Deuxième producteur derrière l'Allemagne (24,5 et 32,4 millions de tonnes collectés en 2019), sa collecte n'a progressé que de 4 % en neuf ans, alors que la moyenne européenne se situe à +15 %.

Les choix stratégiques des transformateurs sont notamment à l'origine de cette évolution.

Les coopératives du nord de l'Europe ont choisi de développer la collecte sur leur territoire pour répondre à la demande internationale.

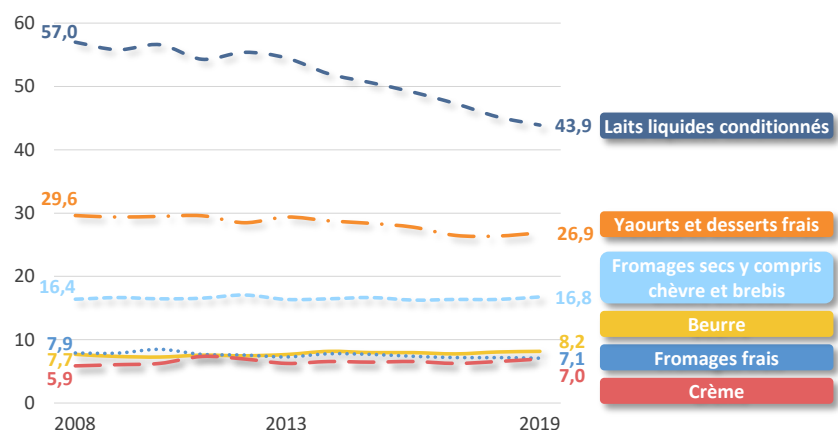
Les groupes privés, prédominants dans la transformation française (55 % de l'activité) ont tendance à privilégier les implantations à l'étranger pour asseoir leur rayonnement international et cherchent à maîtriser les volumes collectés.

En termes de fabrication, après une phase d'investissements importants dans les ingrédients secs, les opérateurs européens et mondiaux se tournent désormais davantage vers les fromages.

La consommation intérieure française plafonne

La consommation individuelle de lait liquide fléchit en France depuis plusieurs années, principalement par suite de la désaffection des jeunes. La tendance est la même pour les produits frais.

Evolution de la consommation individuelle apparente de produits laitiers en France (en kg/hab/an)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source: Idele d'après FAM

La consommation de fromages résiste grâce à l'essor des fromages ingrédients destinés à la restauration rapide, la mozzarella en particulier.

Les produits laitiers subissent une concurrence croissante des produits végétaux : boissons à base de soja, d'avoine, d'amande..., et la plupart des transformateurs se positionnent sur ce créneau. La demande de laits de chèvre et de brebis augmente et concurrence aussi le lait de vache.

Au global néanmoins, la baisse de la consommation individuelle est compensée par l'augmentation de la population. Quant aux produits végétaux, ils représentent moins de 3 % du marché des produits frais ou concurrents du lait liquide.

Le solde des échanges français reste largement excédentaire mais il se dégrade avec les pays européens

40 % de la collecte nationale est destinée à la fabrication de produits exportés (dont un tiers vers les Pays tiers). Le fromage arrive en tête des exportations en valeur.

En parallèle, nous importons l'équivalent de 30 % de notre consommation, principalement en provenance de l'Union

européenne. Les trois quarts des produits importés sont des ingrédients destinés aux industries de transformation.

Quoique très positif (3,45 milliards d'euros en 2019), le solde commercial français tend à se dégrader avec l'Union européenne sur la période récente, par suite de la progression des importations de matières grasses, de fromages ingrédients et plus récemment de fromages typés (italiens notamment).

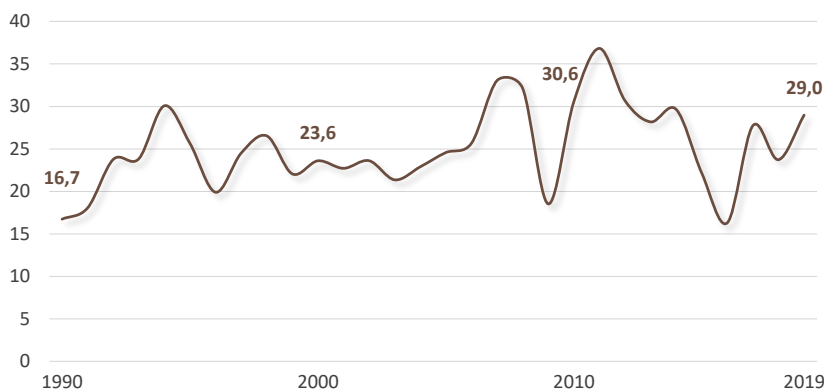
A l'inverse, le solde vers les Pays tiers s'améliore, en lien avec le développement des ventes de lait infantile vers l'Asie.

Des résultats économiques de plus en plus fluctuants

Très volatils depuis 2007, les résultats économiques des exploitations laitières ont plongé en 2015 et en 2016 en Pays de la Loire tout comme dans l'Union européenne.

Evoluant entre 20 000 et 30 000 euros par actif non salarié jusqu'en 2005 (en valeur constante 2019), le résultat Courant Avant Impôt oscille désormais entre 15 000 euros et 35 000 euros par actif.

Evolution du résultat courant avant impôt par actif non salarié sur les exploitations bovins lait en Pays de la Loire (en k€ 2019)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste, RICA



Cette étude prospective a été menée dans le cadre d'une réflexion plus large de la Chambre d'Agriculture sur les actions à conduire en faveur de l'élevage ligérien. Son objectif est d'explorer plusieurs futurs possibles à l'horizon 2030, afin d'alimenter la réflexion stratégique de la profession agricole.

Des scénarios contrastés ont été construits sur la base d'hypothèses qui portent, d'une part sur les évolutions possibles du contexte économique, réglementaire, environnemental..., d'autre part sur le marché et sur l'offre ligérienne.

La méthodologie est détaillée en annexe 1.

Quatre scénarios de contexte

L'évolution de l'élevage laitier à l'horizon 2030 sera influencée par plusieurs facteurs de contexte, qui jouent à la fois sur le niveau des dépenses alimentaires et sur les conditions de production :

- la démographie,
- la croissance économique,
- le changement climatique,
- les enjeux environnementaux, en particulier les émissions de gaz à effet de serre et la gestion de l'eau,
- les attentes sociétales,
- le marché de l'énergie.

Ils sont présentés de façon détaillée en annexe 2.

Des risques de rupture à l'origine de quatre scénarios contrastés

Certains de ces facteurs sont soumis à plus d'incertitudes et à des risques de rupture. Ils ont permis de différencier les scénarios. Il s'agit de :

- la reprise de la croissance économique après la crise Covid-19 : dans quel délai ? et avec quelle intensité ?,
- l'évolution des attentes sociétales : gradient d'évolution allant du statu quo par rapport à la situation actuelle, jusqu'à une forte remise en cause de l'élevage,
- la capacité d'adaptation des élevages au changement climatique : plus ou moins importante selon l'accompagnement politique et financier dont les élevages pourront bénéficier.

Quatre scénarios contrastés ont été explorés :

- **Scénario tendanciel** : Dans un contexte de croissance économique ralentie, avec des attentes sociétales qui se maintiennent au niveau actuel, l'élevage s'adapte progressivement aux enjeux climatiques définis à l'horizon 2030, mais ces adaptations sont insuffisantes à plus long terme.

- **Scénario de co-construction éleveurs citoyens** : Dans un contexte de croissance économique retrouvée, des solutions sont co-construites entre éleveurs et citoyens pour relever les défis climatiques et sociétaux. Les élevages bénéficient d'un accompagnement soutenu pour atteindre la neutralité carbone en 2050.
- **Scénario de rupture sociétale** : Dans un contexte de croissance ralentie, la pression sociétale se renforce, l'élevage est fortement remis en cause et subit des contraintes accrues : restriction d'eau, réglementations plus exigeantes, conditionnalité renforcée, taxe carbone, étiquetage environnemental.
- **Scénario de rupture économique** : Dans un contexte d'économie stagnante, avec des phases de récession, les préoccupations environnementales passent au deuxième plan chez les consommateurs, qui recherchent d'abord des produits à moindre coût. Par suite des restrictions budgétaires, les élevages manquent de soutien financier pour s'adapter.

Impact des scénarios sur la demande et sur l'offre ligérienne

Le besoin de production varie d'un scénario à l'autre en fonction de l'évolution de plusieurs éléments : consommation mondiale, politique de régulation des échanges internationaux, consommation nationale, échanges avec l'Union européenne et avec les Pays tiers.

L'évolution de l'offre est, quant à elle, influencée par des facteurs à la fois externes : environnement politique et réglementaire, et internes : performances techniques, investissements, évolution des pratiques d'élevage.

Une demande plus ou moins segmentée selon les scénarios

Selon les scénarios, une segmentation plus ou moins marquée de la production a été envisagée, avec une proportion de laits biologique et différenciés (sans OGM, pâturage, équitable) variant de 30 % à 50 %. Cette différenciation a un impact sur la productivité et sur la dimension des élevages.

Sur un plan quantitatif, les simulations d'évolution de l'offre ont été réalisées à partir d'hypothèses portant sur :

- les départs des exploitants,
- leur taux de renouvellement,
- la dimension économique des élevages,
- ainsi que la productivité laitière.

Quel que soit le scénario, la pyramide des âges imprime une tendance lourde, avec 36 % des éleveurs laitiers en âge de prendre leur retraite dans les dix ans à venir, chiffre auquel s'ajoutent des départs précoces plus ou moins nombreux.

Un taux de renouvellement très dépendant du contexte économique, politique, et sociétal

Le taux de renouvellement varie quant à lui de 37 % dans le scénario le plus défavorable pour l'emploi (rupture économique) à 54 % dans le scénario le plus favorable (co-construction éleveurs citoyens).

Dans un souci d'approche synthétique, les scénarios sont présentés en deux temps :

- d'abord les grandes lignes du scénario tendanciel,
- puis dans un deuxième temps, une analyse comparée des autres scénarios.

Scénario tendanciel : des conditions à réunir pour maintenir le potentiel de production régionale

Consommation nationale et échanges stables à l'horizon 2030

Dans ce scénario, les échanges laitiers mondiaux connaissent une croissance ralentie par rapport aux dix années antérieures. En France, la consommation globale de produits laitiers se maintient, avec une progression de la part de la restauration hors foyer, du snacking, et de la demande d'ingrédients pour les produits transformés. La segmentation des produits se poursuit (lait biologique, laits différenciés).

Au niveau de la collecte, la majorité des entreprises de transformation suivent une politique de maîtrise des volumes, qu'elles orientent prioritairement vers la demande intérieure et les exportations à bonne valeur ajoutée. Pour répondre à la demande des Pays tiers en produits basiques, elles tendent à privilégier les investissements sur place.

Le solde des échanges reste stable grâce à l'accroissement des exportations à bonne valeur ajoutée vers les Pays tiers, qui vient compenser la hausse des importations de produits ingrédients.

La demande nationale se maintient. En Pays de la Loire, les atouts régionaux (densité de production et de transformation, dynamisme de la filière) pourraient jouer en faveur d'une légère progression de la demande régionale des transformateurs.

Adaptation progressive des élevages aux enjeux climatiques et environnementaux

L'évolution des pratiques d'élevage déjà engagée se poursuit : meilleure gestion de l'eau, des intrants, des phytosanitaires, bilan carbone. Le besoin en foncier se trouve accru dans certains secteurs géographiques pour faire face à l'irrégularité des rendements fourragers, et aux attentes renforcées de lien au sol.

La robotisation poursuit sa progression tendancielle, tout comme le recours à l'externalisation des travaux. Le salariat se développe également (on passe de 1 600 salariés en 2020 à un peu plus de 2 000 en 2030). L'accès aux financements bancaires est plus difficile, en raison des exigences accrues face à la volatilité des prix.

Sur un plan technique, les rendements par vache progressent peu car les marges de progrès génétique sont désormais plus limitées. La productivité du travail poursuit son amélioration avec la mécanisation.

Dans le prolongement de la période post 2015, l'attractivité de l'élevage laitier est pénalisée par la volatilité des prix et des revenus. Le renouvellement se maintient au niveau des cinq dernières années (taux de 45 %) mais il est plus difficile au sein de certaines grandes structures sociétaires, notamment en Vendée.

Disparition d'un quart des élevages et baisse des livraisons de 3 %

La dimension laitière des élevages progresse moins que sur les dix années précédentes (+30 % en dix ans contre +50 %), pour atteindre une production moyenne de 712 000 litres par élevage en 2030.

La part des éleveurs en forme sociétaire atteint 92 % (relative stabilité sur dix ans), avec toutefois un recul des EARL au profit des GAEC.

La production laitière régionale diminue de 3 %, après une progression de 10 % entre 2010 et 2020.

Le nombre d'élevages se réduit de plus d'un quart, pour descendre à 5 100 élevages en 2030, comptant un peu plus de 10 000 chefs d'exploitation (-23 %).

Ces baisses sont plus marquées en Vendée, département qui connaît des difficultés de renouvellement depuis plusieurs années. A l'inverse, le recul de la production et du nombre d'élevages serait moindre en Mayenne.

Les dimensions laitières moyennes connaissent également des évolutions différenciées entre départements, dans le prolongement des tendances passées (voir illustrations graphiques en annexe 3).

Ce scénario montre que la poursuite des tendances des cinq dernières années en matière de renouvellement des actifs, et la moindre progression des dimensions laitières, rendront difficile le maintien du potentiel laitier régional demain.

Champ des élevages > 20 vaches laitières	2020	Scénario tendanciel 2030	
Chefs d'exploitation	13 351	10 282	-23 %
Exploitations	6 909	5 129	-26 %
Production laitière (en mio L)	3 780	3 655	-3 %
Production laitière/exploitation	547 000	712 000	+30 %
SAU/exploitation	117	142	+21 %
Vaches laitières/exploitation	76	96	+26 %
Production/vaches laitières	7 172	7 441	+4 %

Source : PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire –

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Comité de pilotage

Autres scénarios : des enjeux forts en termes de volumes et d'emplois

Les différents scénarios sont d'abord présentés sous forme de tableaux comparatifs – analyse de l'évolution de la demande et de l'offre laitière régionale pour chacun d'eux- puis ils font l'objet d'une description qualitative. Une illustration graphique des résultats est également présentée en fin de document dans « Les principaux enseignements des scénarios », page 19.

Présentation comparée des différents scénarios à l'horizon 2030

Evolution de la demande selon les différents scénarios				
	Tendanciel	Co-construction éleveurs - citoyens	Rupture sociétale	Rupture économique
Consommation en Union européenne et France	Stabilité et diversité ↔	Stabilité et part nationale en hausse ↔	Fort recul au profit protéines végétales ↓	Stable mais plus basique ↔
Stratégie agroalimentaire	Maîtrise des volumes	Fort développement RSE	Restructurations et diversification végétale	Politique de réduction des coûts
Solde exportateur	Stable ↔ ↗ Export vers Pays tiers ↗ Importations Union européenne	Amélioration ↑ ↗ Export vers Pays tiers ↘ Importations Union européenne	Solde en baisse ↓ (demande en baisse sur l'Union européenne et Pays tiers)	Solde en baisse ↓ ↘ Export ↗ Importations à bas prix
Besoin de collecte nationale	Stabilité	+5 % ↑	-10 % ↓	-5 % ↓
Besoin de collecte régionale	Légère hausse potentielle	+5 % ↑	-10 % ↓	Baisse potentiellement plus modérée ↓

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire – Comité de pilotage

Evolution de l'offre ligérienne selon les différents scénarios					
	2020	2030			
		Tendanciel	Co-construction éleveurs - citoyens	Rupture sociétale	Rupture économique
Taux de départ		42%	41%	43%	43%
Taux de renouvellement	45% en moyenne sur 2015-20	45%	54%	43%	37%
Nombre d'élevages	6 909	-26%	-22%	-27%	-31%
Nombre de chefs d'exploitations	13 350	-23%	-19%	-24%	-27%
Nombre d'installations annuelles Aïdées et non aidées	256 sur 2015-19	251	292	245	210
Production/élevage (en litres) Evolution 2020/30	547 000	712 000 +30 %	681 000 +25 %	657 000 +20 %	742 000 +36 %
Vaches laitières/élevage	76	96	92	90	98
Production totale	3 779 (mioL)	-3%	-2%	-13%	-7%

PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire – Comité de pilotage

Remarque : Les écarts entre offre et demande sont explicités dans les commentaires qui suivent.

Une part accrue d'origine française dans la consommation et un meilleur maintien des élevages

Tendance haussière de la demande nationale et régionale (estimée autour de 5 %) consécutive à la recherche de proximité par les consommateurs et à la bonne tenue des échanges.

Dans ce scénario, **les consommateurs se tournent de plus en plus vers des produits locaux** et sont plus exigeants sur la qualité environnementale. Ces attentes touchent aussi le snacking et la restauration hors domicile, ce qui conduit à une réduction des importations. La consommation intérieure reste stable, mais avec une part accrue de produits français.

Les exportations vers des clients à bon pouvoir d'achat sont confortées par le développement de la stratégie RSE des entreprises agroalimentaires.

Baisse moindre du nombre d'éleveurs comparativement au scénario tendanciel (-19 %) et meilleur maintien de la production régionale (-2 %), qui ne parvient toutefois pas à répondre à une demande en hausse potentielle.

L'attractivité et la rentabilité du métier s'améliorent, par suite de la meilleure reconnaissance des éleveurs par les citoyens, et grâce à la progression des prix payés aux producteurs. Le taux de renouvellement retrouve son niveau moyen des dix dernières années (54 %) après avoir fléchi entre 2015 et 2020. On voit arriver de nouveaux profils de candidats, plus tournés vers la transformation et les circuits courts.

Les élevages s'adaptent plus rapidement aux enjeux climatiques et environnementaux, grâce à des soutiens financiers accrus : appui aux investissements, soutien aux démarches vertes et aux circuits courts.

Sur un plan technique, l'essor des systèmes différenciés s'accompagne d'une progression moindre de la productivité laitière et des dimensions d'élevages. Le lait biologique représente 13 % des livraisons régionales contre 7 % en 2020.

Un net repli de la demande et de la production ligérienne par suite de la remise en cause de l'élevage

Fort recul de la demande nationale et régionale (de l'ordre de 10 % au moins) par suite du repli marqué de la consommation intérieure, et malgré la résistance des exportations.

L'élevage est pointé du doigt sur la question des GES, du bien-être animal, de la consommation d'eau... L'incompréhension entre éleveurs et citoyens s'accroît, avec une accentuation des mouvements anti-élevage.

Les protéines végétales sont mises à l'honneur dans les politiques nutritionnelles. Le lait résiste mieux que les viandes à la baisse de consommation. La demande de protéines animales continue à progresser dans les pays émergents, en voie de diversification alimentaire. Quoiqu'en baisse, la balance commerciale des échanges laitiers reste positive, et centrée sur des produits à bonne valeur ajoutée (qualité environnementale), à destination d'une clientèle aisée.

Les livraisons laitières régionales chutent nettement par rapport à 2020 : -13 %, et le nombre de chefs d'exploitations se replie de 24 %.

Face au net repli de la demande, un plan d'action volontariste est engagé par la filière pour accompagner les restructurations, tant au niveau de la transformation que des élevages. Ces derniers sont soumis à des contraintes environnementales renforcées de la part de l'Union européenne (objectifs ambitieux de réduction des émissions de GES et de l'utilisation d'intrants, développement de l'agroforesterie, mixité des productions animales et végétales...).

L'agroécologie devient la norme

Sur un plan technique, plusieurs profils d'exploitations se côtoient pour répondre aux nouvelles attentes, allant des structures de dimension familiale en recherche de différenciation et/ou de diversification, à des modèles plus capitalistiques qui recourent à des techniques de précisions et à des innovations de pointe (génétique, automatisation...).

Les départs précoces sont plus nombreux. Le taux de renouvellement se maintient au niveau du scénario tendanciel, avec l'arrivée de nouveaux profils de candidats et des projets plus diversifiés. Les dimensions laitières sont par contre moindres, en lien avec la part élevée d'élevages biologiques (un quart des élevages, et 16 % des livraisons).

Une baisse moindre de la demande et de la production ligérienne comparativement au scénario de « rupture sociale »

Le recours accru à des produits ingrédients pour le marché intérieur, conjugué au repli des exportations, provoquent **une baisse de la demande nationale et régionale, de l'ordre de 5 %**.

Sur le marché mondial, la demande en protéines animales ralentit et la guerre commerciale s'accroît. Les exportations françaises de produits laitiers diminuent, en particulier vers les pays émergents, touchés par le ralentissement économique.

Confrontée à la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, la grande distribution fait pression sur les prix. Les consommations européenne et française se maintiennent en volume mais se tournent vers **des produits plus basiques**.

Dans ce contexte d'instabilité économique, les entreprises agroalimentaires simplifient leurs gammes, et cherchent à maîtriser leurs coûts (achats d'ingrédients au détriment du lait « natif »). Les importations françaises se maintiennent en volume mais reculent en valeur (plus de produits ingrédients, moins de fromages typés).

Repli de 7 % des livraisons laitières régionales par rapport à 2020, malgré la progression plus importante des dimensions laitières (+36 %).

L'adaptation des élevages est ralentie par le manque de soutien financier, et les investissements restent limités.

Seules les exploitations les plus solides sont en capacité d'investir et de s'agrandir. La part de l'agriculture capitaliste s'accroît. L'amélioration de la productivité du travail est recherchée par une robotisation accrue, le recours à l'externalisation des travaux, et une reprise de la croissance du rendement laitier. La segmentation de la production ne progresse pas : elle représente 30 % des volumes, comme dans le scénario tendanciel.

L'attractivité de l'élevage laitier recule. Les départs précoces sont nombreux et le taux de renouvellement ne décolle pas de son faible niveau des années 2016 à 2019, soit 37 %.

Les principaux enseignements des scénarios

En mettant en évidence des écarts conséquents entre scénarios, en termes d'emplois et de volumes produits, cette étude permet de mieux situer les menaces et les opportunités pour les élevages et la filière ligérienne à l'horizon 2030.

Entre le scénario le plus négatif et le scénario le plus optimiste, l'enjeu est de :

- 850 installations sur dix ans (écart entre les scénarios « co-construction éleveurs-citoyens » et « rupture économique »)
- 380 millions de litres de lait collecté, soit 11 % des volumes actuels (écart entre les scénarios « co-construction » et « rupture sociétale »).

Des conditions à réunir pour maintenir la production laitière à l'horizon 2030

Alors que la demande laitière est susceptible de se maintenir (dans le scénario tendanciel), voire d'augmenter légèrement (dans le scénario de co-construction éleveurs-citoyens), **le maintien de la production laitière régionale n'est pas assuré à l'horizon 2030.**

En cause : les difficultés de renouvellement des éleveurs, ainsi que le ralentissement de la croissance des dimensions d'élevage par suite d'une pression de travail déjà forte.

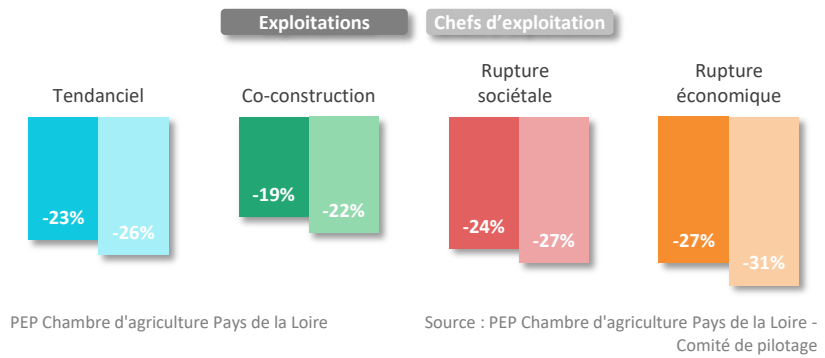
D'autres paramètres interviennent également dans la survenue de scénarios plus ou moins favorables :

- Le maintien de l'élevage et des actifs est favorisé par le dialogue entre éleveurs et citoyens, mais cela suppose **un consentement des consommateurs à payer plus cher** des produits laitiers qui s'adaptent à leurs attentes, ainsi qu'un meilleur accompagnement des éleveurs dans l'évolution de leurs pratiques.
- **Le scénario de rupture sociétale**, qui remet fortement en cause l'élevage et la consommation de protéines animales, **est le plus négatif pour l'économie laitière régionale** dans son ensemble. La forte baisse des volumes (-13 %) menace l'emploi et la valeur ajoutée dégagée par la filière, ainsi que la dynamique des territoires. Ce scénario aurait également des répercussions sur le paysage agricole par suite du recul marqué du cheptel (-16 %).
- **Le scénario de rupture économique est le plus impactant pour l'emploi agricole** car il pèse sur le prix du lait, et conduit à une forte restructuration des élevages. Dans ce scénario, la baisse de production est susceptible d'être plus limitée que dans le contexte de rupture sociétale, mais cela suppose une compétitivité accrue et un accès à des capitaux extérieurs pour investir malgré la récession.

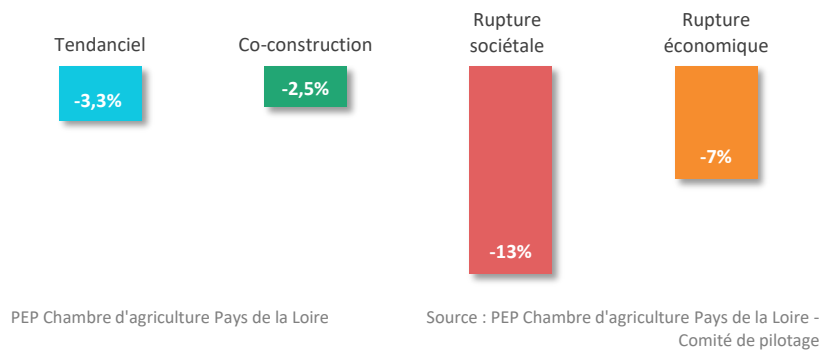
Les principaux enjeux : prix à la production, dialogue avec les citoyens et accompagnement des élevages

Un certain nombre de facteurs paraissent donc déterminants pour aller vers un scénario favorable : le dialogue avec la société, l'adéquation du prix du lait avec des exigences croissantes au niveau du mode de production, le soutien des élevages pour répondre aux attentes sociétales et environnementales et pour améliorer leur compétitivité.

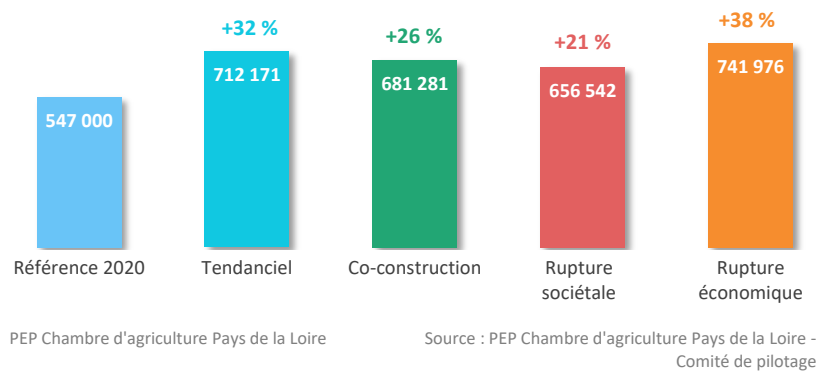
Scénarios d'évolution 2030/20 du nombre d'exploitations et de chefs d'exploitation en Pays de la Loire



Scénarios d'évolution 2030/20 de la production laitière en Pays de la Loire



Scénarios d'évolution 2030/20 de la production moyenne par élevage en Pays de la Loire





Alors que 5 600 chefs d'exploitations, actifs dans une exploitation laitière, vont quitter la production dans les dix ans à venir (soit 42 % des effectifs totaux), la filière est confrontée à de nombreux enjeux pour maintenir son attractivité et faire face aux besoins de renouvellement.

Parmi ces enjeux, le premier est **d'améliorer et de sécuriser le revenu des éleveurs**, première condition pour attirer des jeunes et maintenir la production. Cela suppose de relever un certain nombre de défis.

Disposer d'une filière solide, avec :

- une bonne dynamique aval sur les territoires, en termes de volumes proposés et de prix,
- des relations de qualité entre les différents maillons de la filière,
- une contractualisation renforcée, en particulier dans le domaine des produits différenciés, et avec la restauration hors domicile,
- une bonne répercussion des coûts de production dans la construction du prix du lait.

Veiller à l'évolution positive des politiques agricoles et commerciales pour les éleveurs :

- au niveau des soutiens de la PAC sur la période 2023-27,
- en matière de relations commerciales avec les GMS,
- et par une meilleure application de la loi Egalim.

Mettre en œuvre des plans d'accompagnement financier et technique pour soutenir l'adaptation des élevages :

- vis-à-vis des enjeux climatiques, en particulier pour réduire les GES et améliorer la gestion de l'eau (déterminante pour la production fourragère demain),
- et pour répondre aux attentes sociétales croissantes, en matière de bien-être animal, d'environnement, et de segmentation de la production.

Communiquer sur les actions engagées par la filière, en particulier au niveau environnemental et sociétal (RSE) :

- valoriser ces actions auprès des consommateurs français,
- ainsi que sur les marchés internationaux et européens.

Et enfin, **poursuivre l'accompagnement à l'installation**, avec notamment des actions tournées vers :

- l'installation sociétale (qui représente aujourd'hui 70 % des installations avec ou sans aides),
- l'accueil de nouveaux profils de candidats,
- l'accompagnement de projets diversifiés...

et **maintenir l'accompagnement technico économique** des élevages pour améliorer leur valeur ajoutée.

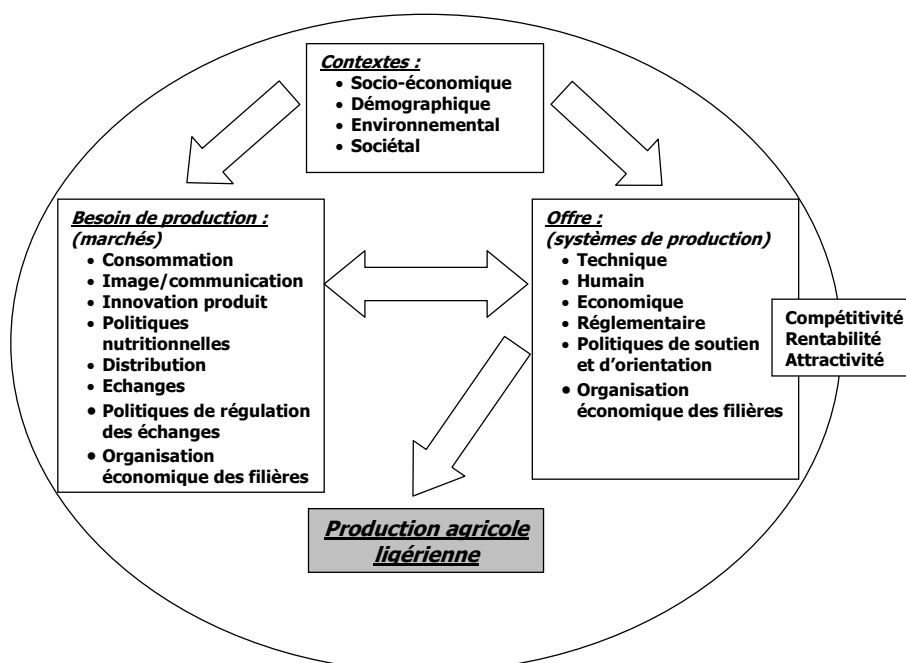
Au-delà de cette analyse à un instant t, soulignons que les actions en faveur de l'installation et de l'amélioration du revenu s'enrichissent continuellement et sont au cœur des préoccupations de la Chambre d'agriculture. Parallèlement à cette étude, des travaux plus complets ont également été conduits dans le cadre de l'élaboration de la « stratégie élevage » de la Chambre d'agriculture, pour identifier les actions à mettre en place.



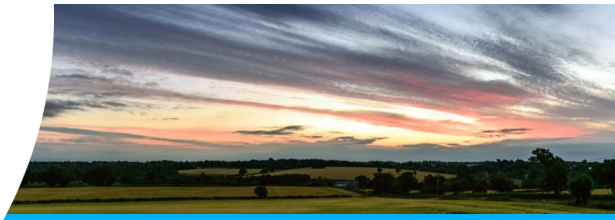
Cette étude a été réalisée en suivant la **méthodologie prospective** du CNAM. Celle-ci a été adaptée à la problématique étudiée par le Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture Pays de la Loire, notamment pour quantifier les scénarios.

Ce travail a été conduit de septembre 2020 à mars 2021. Les différentes étapes de l'étude ont systématiquement combiné travail de back office (éléments apportés par les chargés d'études économiques) et concertation avec le comité de pilotage professionnel :

- analyse de la problématique, mise au point de la méthodologie et bibliographie,
- état des lieux de la filière et de son contexte,
- exploration des facteurs d'évolution des filières, détermination des facteurs clés et **représentation du système étudié** :



- constitution de la **base rétro prospective** : analyse des évolutions passées, des dynamiques actuelles et prospectives (hypothèses d'évolution contrastées) des facteurs clés identifiés : contexte, production et offre. Cette étape constitue le cœur de la prospective,
- construction de scénarios de contexte communs à toutes les filières,
- élaboration et quantification des **scénarios d'évolution du besoin de production**. Cette étape, **l'analyse morphologique**, consiste à combiner les différentes hypothèses d'évolution des facteurs clés identifiés (les scénarios doivent être contrastés mais vraisemblables). La quantification du besoin de production a été faite à dire d'expert,
- élaboration et quantification des **scénarios d'évolution de l'offre régionale** (même processus que pour le besoin de production). La quantification (volume de production, nombre d'exploitations et d'actifs) a été faite par modélisation de l'offre régionale. Pour chacun des scénarios contrastés, plusieurs variables ont été simulées :
 - les départs par l'âge et les départs précoces,
 - les installations de jeunes agriculteurs,
 - la dimension économique des exploitations,
 - la segmentation de la production.



La croissance démographique

La croissance de la population mondiale est entrée dans une phase de ralentissement depuis les années 1960, qui devrait se poursuivre au cours des prochaines décennies. D'après les projections de l'INSEE, la population mondiale devrait progresser de près de 10 % entre 2019 et 2030 et atteindre 8,5 milliards d'habitants. Dans l'Union européenne, la population vieillit et les naissances ne remplacent pas les décès. On s'attend donc à un recul de 0,7 % d'ici 2030 : 442 millions d'habitants. En France, la population va continuer à progresser et devrait s'élever à 70 millions d'habitants en 2030, une hausse de 2,4 % par rapport à 2019. Ces prévisions pourraient être affectées par les incidences du changement climatique ou des pandémies.

La population mondiale sera plus âgée en 2030, 12 % auront plus de 65 ans contre 8 % aujourd'hui. En France, les plus de 65 ans sont en proportion plus importante : 20 % de la population en 2020 et 23,4 % d'après les projections 2030.

La croissance de l'économie

Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est élevé ces dernières années en moyenne à 3 %/an. Il était de 4,7 %/an pour les économies émergentes et de 1,7 % pour les pays développés. Cette progression aurait dû se poursuivre sur la prochaine décennie mais la pandémie de Covid-19 a donné un coup d'arrêt à la croissance. La France a vu son PIB reculer de 8,2 % en 2020.

Dans les prochaines années, le rattrapage de l'activité économique sera plus ou moins rapide en fonction de l'évolution de la situation épidémique, des mesures de relance, de la situation financière des entreprises, de la consommation des ménages...

Le marché de l'énergie

La consommation d'énergie est en hausse régulière. Le prix du pétrole est très volatile. Il dépend de la géopolitique, des accords de limitation de production de l'OPEP, du développement des énergies renouvelables.

Dans les prochaines années, la demande énergétique va poursuivre sa progression. La place des énergies renouvelables dépendra de la croissance de l'économie, des politiques publiques et des attentes sociétales.

Le changement climatique et l'impact environnemental de l'élevage

Depuis les années 1980, **une hausse des températures est constatée**. On relève une progression des températures de 0,3 °C par décennie dans l'ouest de la France. Les vagues de froids sont moins nombreuses et moins intenses quand les pics de chaleur sont plus fréquents et plus sévères.

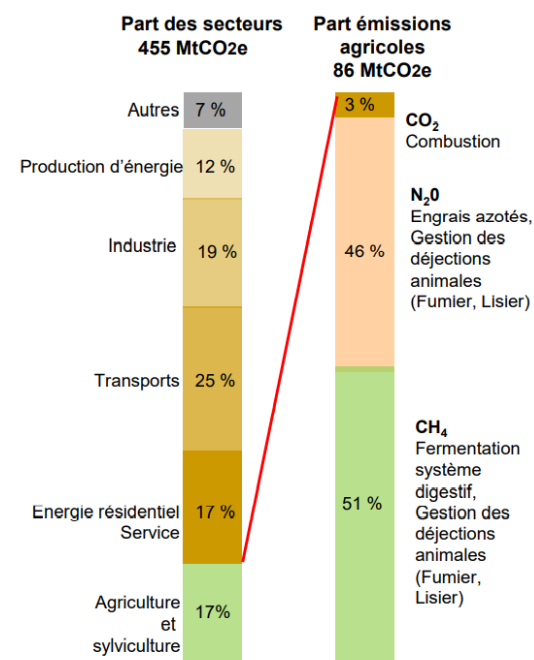
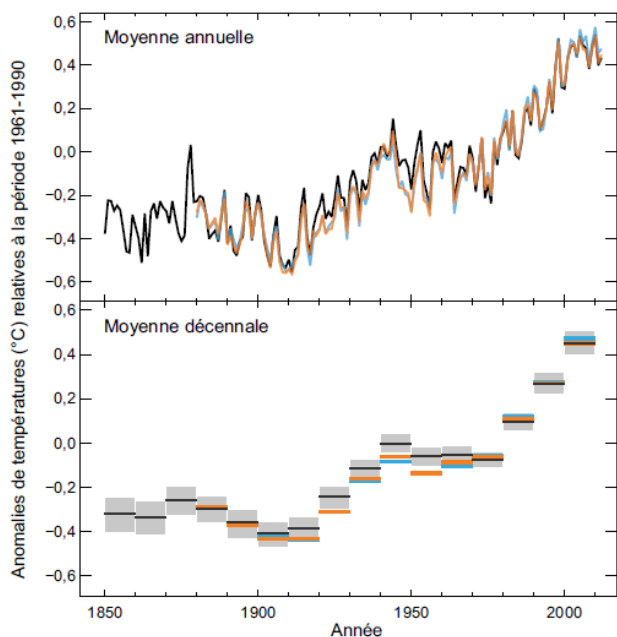
Autre constat, on observe une **évolution dans la répartition des précipitations sur une année** avec des déficits estivaux et des excès d'eau au printemps et à l'automne.

Egalement, on remarque plus d'évapotranspiration dans l'été avec pour conséquence moins d'eau disponible.

Afin d'atténuer les effets du changement climatique, il apparaît nécessaire d'influer sur les émissions de Gaz à effet de serre GES, qui participent au réchauffement climatique. Le transport contribue le plus aux

émissions de GES. L'agriculture concourt à 17 % des émissions. Les émissions de l'agriculture concernent peu le CO₂, il s'agit surtout du protoxyde d'azote (N₂O) à 51 % et du méthane (CH₄) à 46 %.

Anomalies observées de températures moyennes en surface, combinant les terres émergées et les océans, de 1850 à 2012



En France le secteur agricole représente 17 % des émissions de gaz à effet de serre exprimées en CO₂e.

Source : Sylvain PELLERIN, INRAE

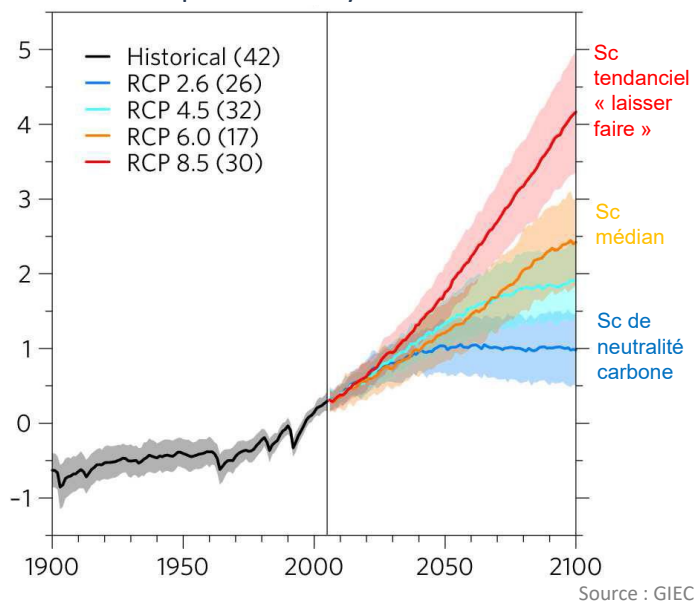
Le GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, a réalisé des simulations qui montrent que si on ne fait rien, la hausse des températures va se poursuivre et s'accroître.

Les effets du changement climatique ont un impact déjà très marqué en agriculture : baisse de rendement lié au déficit hydrique, récoltes plus précoces...

L'objectif de la stratégie nationale bas carbone (SNBC) pour l'agriculture est de réduire les émissions de GES de 20 % entre 2015 et 2030 et de 46 % d'ici 2050. La Loi relative à l'énergie et au climat de 2019 vise la neutralité carbone d'ici 2050 c'est-à-dire zéro émission nette pour tous les GES.

D'ici 2030, le scénario climatique sera inchangé (inertie climatique). Mais les actions engagées pour le climat aujourd'hui auront un impact à partir de 2050.

Evolution simulée de la température moyenne mondiale



La gestion quantitative de l'eau devient une préoccupation majeure pour l'abreuvement des animaux. Des zones à forte tension quantitative (zones « 7B3 ») sont définies dans le SDAGE. Les prélèvements d'eau dans le milieu y sont plafonnés l'été. Au-delà d'un certain niveau d'eau prélevé, l'agriculteur doit passer sur le réseau d'eau potable. Dans la révision du SDAGE 2022-27, davantage de zones seraient classées «7B3 ». Et dans ces zones, les élevages subiraient les plafonnements estivaux de prélèvements d'eau dès le régime de déclaration installation classée (appliqué aujourd'hui à partir du régime de l'autorisation).

Les attentes sociétales

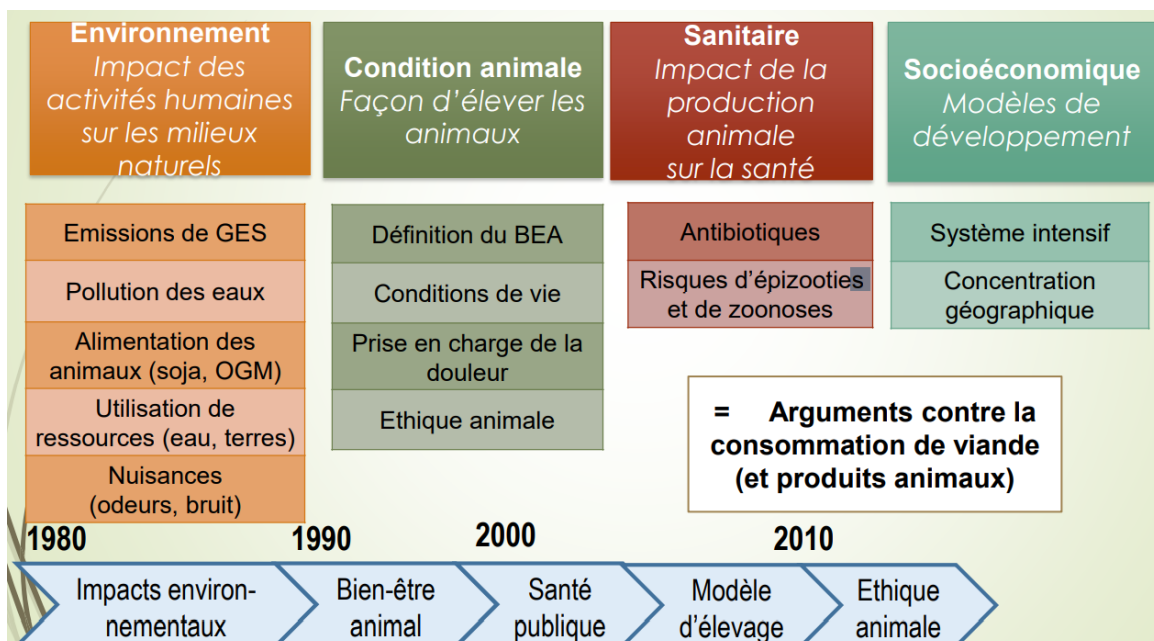
Les remises en cause de l'élevage par les citoyens sont de plus en plus récurrentes. Les productions animales concentrent des critiques sur leur impact environnemental, les risques sanitaires. Egalement, la sensibilité des citoyens au bien-être animal et aux conditions d'élevage est croissante.

Les travaux du GIS « Elevages Demain » et du projet ACCEPT (portés par l'IFIP) ont montré que les sujets de préoccupations concernant l'élevage se sont étoffés au fil du temps. Tout d'abord, dans les années 1980 apparaissent les préoccupations sur les impacts environnementaux de l'élevage, puis dans les années 1990 les questionnements sur le bien-être animal se sont ajoutés.

Dans les années 2000, les sujets de santé publique et de sécurité sanitaire apparaissent suite aux cas de « vache folle ». La remise en question du modèle de production perçu comme industriel se pose alors. Puis en 2010, l'éthique animale émerge et vient s'ajouter aux autres préoccupations.

Tous ces sujets influencent inévitablement les choix des pratiques des éleveurs. Des solutions techniques sont travaillées afin de répondre à ces enjeux sociétaux. Egalement, ces préoccupations conduisent les consommateurs à modifier leurs comportements alimentaires. L'intérêt croît pour les filières plein air ou l'agriculture biologique.

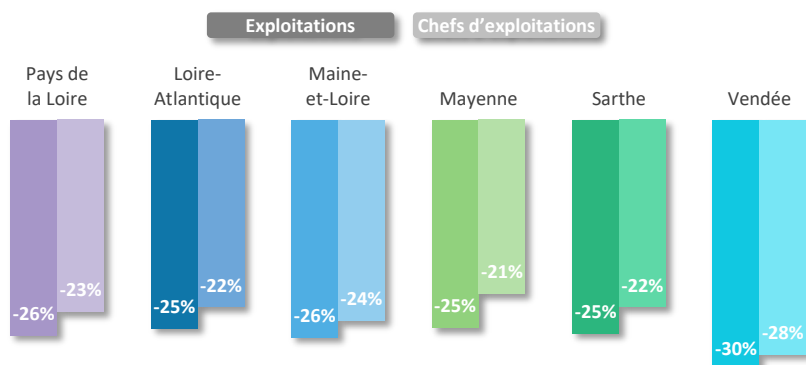
Evolution des controverses autour de l'élevage depuis 1980



Source : Projet ACCEPT



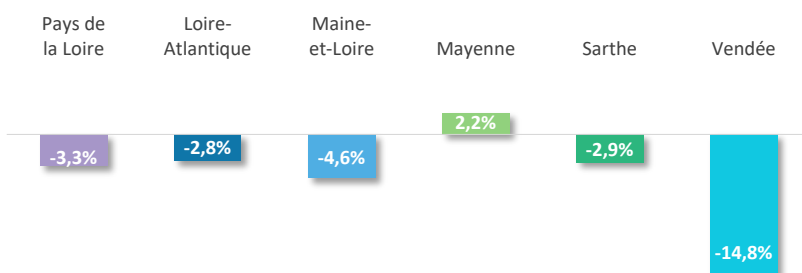
Evolution 2030/20 des exploitations et des chefs d'exploitation dans le scénario tendanciel



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire - Comité de pilotage

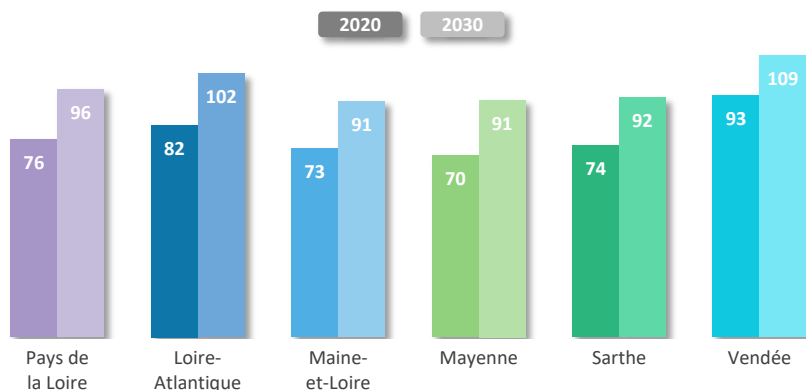
Evolution 2030/20 de la production laitière totale dans le scénario tendanciel



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire - Comité de pilotage

Effectif moyen de vaches laitières par exploitation dans le scénario tendanciel en 2020 et 2030 (en têtes)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire - Comité de pilotage



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»



Contact Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 51	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr
Nicolas ROUAULT	Tél. 02 41 18 60 36	Mail : nicolas.rouault@pl.chambagri.fr